



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 1450

Texte de la question

REMISE EN CAUSE DU MODÈLE FRANÇAIS

M. le président. La parole est à Mme Marie-George Buffet, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

Mme Marie-George Buffet. Monsieur le Premier ministre, vous avez reçu lundi la charge de travail pour votre nouveau gouvernement, à savoir redonner sa chance au modèle français.

Or le modèle français, monsieur le Premier ministre, c'étaient des services publics forts, de grandes entreprises nationales, émancipées des actionnaires et acteurs de grands acquis sociaux et démocratiques. Le modèle français, c'était une protection sociale universelle pour la santé, les retraites, la famille. Le modèle français, c'étaient de nouveaux droits syndicaux, des luttes sociales victorieuses pour les salaires, la formation, l'égalité professionnelle, une éducation porteuse de promotion sociale.

Ma question est simple, monsieur le Premier ministre : allez-vous inverser à 100% votre politique pour atteindre cet objectif ?

Vous étiez sur la mise en concurrence ; allez-vous exiger de l'Union européenne un moratoire immédiat sur les directives de privatisation ? Allez-vous préserver La Poste, EDF, GDF, du tout marchand ? Après avoir refusé toute relance par la consommation, allez-vous convoquer une grande négociation sur les salaires ? Allez-vous renoncer à la retraite à soixante-sept ans pour mieux réduire les pensions ? Allez-vous rémunérer justement le travail au lieu de soigner les dividendes ?

Au lieu de poursuivre la RGPP, allez-vous donner à l'éducation nationale et à toute la fonction publique les moyens de répondre aux besoins vitaux de nos concitoyens ? Face à l'intransigeance des actionnaires, allez-vous assurer des droits nouveaux aux salariés dans les entreprises ?

Monsieur le premier ministre, allez-vous procéder à ces ruptures ou allez-vous poursuivre vos réformes régressives et mettre ainsi à mal ce qui reste du modèle français ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur quelques bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Xavier Darcos, ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité.

M. Xavier Darcos, *ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité*. Madame la députée, dire, comme l'a fait le Président de la République, que la crise financière nous imposait de réfléchir à une régulation de la mondialisation et des marchés, c'est défendre le modèle social français. Dire, comme l'a fait le Président de la République, qu'il fallait trouver un équilibre entre les revenus du travail et les revenus du capital, c'est défendre le modèle social français.

M. Jacques Desallangre. Il ne suffit pas de le dire, il faut le faire !

M. Xavier Darcos, *ministre du travail*. Dire qu'il ne faut pas séparer la croissance du progrès des relations sociales, c'est également défendre le modèle social français.

Le véritable ennemi de ce modèle social, c'est l'indifférence ou l'aveuglement qui a pu être celui de bien des responsables pendant des décennies, alors que nous nous rendons compte aujourd'hui que des difficultés majeures se posent à nous.

Quand vous parlez du problème des retraites, madame Buffet, vous n'expliquez pas comment, avec un vieillissement de la population, avec une volonté de ne pas augmenter les cotisations et de ne pas toucher aux

prestations, on peut faire autrement que de repousser l'âge de la retraite. (*Protestations sur les bancs du groupe GDR.*)

M. Jacques Desallangre. Changez l'assiette des cotisations !

M. Xavier Darcos, *ministre du travail*. Ce que nous voulons, c'est que chacun puisse vivre de son travail et être protégé dans son emploi. Ce que nous voulons, c'est que chacun soit autonome évidemment, mais qu'il existe une solidarité entre les générations. Ce que nous voulons, c'est que la générosité des prestations sociales ne nous affranchisse pas de notre responsabilité dans la gestion des comptes sociaux.

M. Bruno Le Roux. Ce sont des vœux pieux !

M. Xavier Darcos, *ministre du travail*. Tout cela, madame Buffet, ne se fera pas en ouvrant sans fin le robinet de la dépense publique. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Cela se fera par un dialogue social nouveau, un dialogue auquel tout le monde est appelé, non par un dialogue qui anticipe les facteurs de blocage comme vous l'indiquez. Je le répète, le Président de la République et le Premier ministre vous offrent un dialogue à l'horizon 2010 pour penser, ensemble, un nouveau projet social français. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [Mme Marie-George Buffet](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (4^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1450

Rubrique : État

Ministère interrogé : Travail, relations sociales, famille, solidarité et ville

Ministère attributaire : Travail, relations sociales, famille, solidarité et ville

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 25 juin 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 25 juin 2009